



1er MAI Journée des droits des travailleurs et travailleuses TOUTES ET TOUS DANS LA RUE CONTRE LE PLAN D'AUSTERITE DU GOUVERNEMENT MACRON-ATTAL ! POUR LA SATISFACTION DES REVENDICATIONS !

Le gouvernement Macron-Attal multiplie les « pistes de réflexions » et les projets de loi contre les droits des travailleurs et travailleuses. Un véritable plan d'austérité est en œuvre n'épargnant personne dans le monde du travail salarié :

- **Contre les demandeurs et demandeuses d'emploi :** augmentation des durées de cotisation, diminution de la durée d'indemnisation, et au final davantage de pauvreté. Ça, c'est pour les plus jeunes ! Pour les anciens, passage au RSA, avec la double peine : moins de trimestres supplémentaires validés pour la retraite !
- **Contre les salarié.e.s du privé.** Toutes les négociations annuelles sur Nemours le montrent : les patrons n'accordent que des augmentations miséreuses au regard de l'inflation (4% selon l'Insee) : 0 %, 1,25 %, et au plus 3%. Bien loin de l'augmentation des prix !
- **Contre les agents du public.** Revalorisation des grilles de 5 points d'indice en janvier 2024, soit 20 € nets par mois. Après 1,5 % d'augmentation en 2023, le ministre Guerini a prévenu : cela sera 0 % pour la valeur du point d'indice en 2024 ! Les pertes antérieures sont considérables, autour de 20 %.
- **Contre tous les salarié.e.s du privé comme du public :** Attal veut encore modifier le Code du Travail pour faciliter les licenciements et les accords locaux dérogeant aux conventions collectives de branches, pendant que Guérini poursuit la destruction du statut : suppressions des catégories C, B et A (les qualifications, les concours et les niveaux de diplôme), et licenciements « sans tabous » contre primes dites « au mérite » en accompagnement des suppressions de postes et services !
- **Contre les retraité.e.s.** 5,3 % d'augmentation des pensions en janvier 2024 : c'est oublié un peu vite les pertes antérieures (10 %) et les difficultés pour se faire soigner et assister !
- **Contre la sécurité sociale :** doublement des forfaits (restes à charge des assurés) des médicaments et des prescriptions, nombre de jours de carence jusqu'à 7 jours, avec une « carence d'ordre public » (sans prise en charge possible des jours de carence par l'employeur et les contrats de prévoyance dans le secteur privé, et dans le secteur public aucune prise en charge), et la casse des hôpitaux se poursuit (6 713 lits fermés en 2022).

Pourtant, de l'argent, il y en a manifestement pour :

- **L'armement.** Les budgets publics pour l'armée explosent partout dans le monde, et en France, la loi de programmation militaire prévoit 413 milliards jusqu'en 2030. La course à l'armement nourrit les guerres actuelles, à telle enseigne que pour Macron, la présence de troupes françaises en Ukraine n'est plus exclue.
- **Les cadeaux pour les actionnaires des grands groupes.** Au moins 150 milliards d'exonération des cotisations sociales sont accordés chaque année par l'Etat aux entreprises, les bénéfices explosent (146 milliards cette année pour les seules sociétés du CAC 40), les actionnaires se gavent, et votent des salaires de dirigeants d'entreprise à 10 000 € par jour !

Les milliards pour les services publics, pour les salaires et les pensions, pour les chômeurs existent bien pour la satisfaction des revendications, pour combattre l'appauvrissement ou la pauvreté !

Ce 1er mai, mobilisons-nous pour l'augmentation des salaires et des pensions d'au moins 10 %, pour le retrait de tout projet de régression des indemnisations des chômeurs, contre tout projet de régression du code du travail et des statuts de la Fonction Publique, pour la défense de nos services publics, pour le retour à la sécurité sociale de 1945, pour les libertés et la paix juste et durable dans le monde !

Mercredi 1er MAI RASSEMBLEMENT SYNDICAL A NEMOURS

PLACE DE LA REPUBLIQUE 10 H 30

CAR POUR LA MANIFESTATION A PARIS,

RDV 11 H 45 AU CHAMP DE MARS

(RESERVATION : PAR SMS EXCLUSIVEMENT 06 46 44 45 85 avec NOM PRENOM STATUT/EMPLOYEUR, NOMBRE DE PLACES)